

Dernières Ã©tapes avant une probable adoption que les ONG et Ã©lus qualifient de mortifÃ©re

Dossier de la rÃ©daction de H2o
July 2026

Ce 16 juillet se tenait la commission mixte paritaire (CMP) sur le projet de loi d'urgence agricole. ComposÃ©e de 14 parlementaires (7 dÃ©putÃ©s et 7 sÃ©nateurs) avec une majoritÃ© droite et extrÃªme-droite, elle a validÃ© la quasi-totalitÃ© des reculs entamÃ©s par l'AssemblÃ©e nationale et actÃ©s par le SÃ©nat.

Deux nÃ©onicotinoÃ¯des, l'acÃ©tamipride et le flupyradifurone, pourraient ainsi faire leur retour dans nos champs. L'usage de l'acÃ©tamipride a Ã©tÃ© "cantonnÃ©" Ã la filiÃ©re noisette tandis que le flupyradifurone pourrait Ãªtre autorisÃ© pour les cultures de pommes, cerises et betteraves, ce qui affole les ONG au regard des superficies concernÃ©es avec des risques forts de contamination durable des eaux souterraines. Sur le volet "eau", la CMP a actÃ© le doublement des volumes de stockage d'eau pour les usages agricoles au dÃ©triment d'une vÃ©ritable rÃ©flexion sur le fond, de tous les autres usagers et du bon fonctionnement des Ã©cosystÃ©mes. Concernant la protection des captages, certains membres de la CMP auraient mÃªme Ã©galement exclu les pesticides interdits de la prise en compte des captages prioritaires.

Les ONG de dÃ©fense de l'environnement sont sur le pied de guerre, mais pas seules : accompagnÃ©es d'ONG de consommateurs et de nombreux Ã©lus des collectivitÃ©s, notamment rÃ©unis au sein du rÃ©seau AMORCE et de France Eau Publique, qui alertent sur les risques majeurs que font peser ces dispositions relatives Ã l'eau sur la gouvernance progressivement Ã©tablie depuis des dÃ©cennies.

Le vote Ã l'AssemblÃ©e nationale est attendu lundi 20 juillet en soirÃ©e. Les ONG, qui appellent Ã un grand rassemblement devant l'AssemblÃ©e nationale, demandent au gouvernement le retrait de son projet et l'organisation d'un grand dÃ©bat sur l'eau, impliquant tous les usagers.

Pour complÃ©ter ceci :

France : y a-t-il encore une gouvernance de l'eau ?

SOS Loire Vivante et ERN (European Rivers Network) ont organisÃ© jeudi 16 juillet un webinaire avec Thierry Burlot, prÃ©sident du ComitÃ© de bassin Loire-Bretagne et prÃ©sident du Cercle FranÃ§ais de l'Eau, invitÃ© Ã intervenir sur le thÃ©me "France : y a-t-il encore une gouvernance de l'eau ? Les outils sont-ils adaptÃ©s dans le cadre du changement climatique et pour les transferts d'eau interbassin ?" - Ã Replay

La guerre de l'eau aura-t-elle lieu ?

Le TÃ©lÃ©phone Sonne, avec Agathe Euzen (OneWater Eau Bien commun), Esther Crauser-Delbourg (Water Wiser), Nicolas Garnier (AMORCE) et Jocelyn Dubost (Jeunes Agriculteurs) - France Inter